L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 17 JUIN 1885.

Dufour, Dennet & Cie., Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI 17 JUIN 1885.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

Les restes des anciens préjugés contre le Sud.

Dernièrement, un article, plus maladroit que méchant, assez peu spirituel mais très injuste, d'un journal radical de la Pennsylvanie, sur la Nouvelle-Orléans, nous tombait sous les yeux, et nous dédaignions de le relever. Selon nous, ce n'était qu'une voix discordante au milieu du concert d'éloges qui retentissaient, dans toute la Presse du Nord, à notre endroit. A, quoi bon occuper nos lecteurs de cet incident insignifiant?

Nous avions tort. Le cas n'était pas tout-à-fait isolé. On en signalait, coup sur coup, plusieurs autres, qui n'étaient pas exempts de gravité. Rien d'alarmant, pourtant. Les symptômes ne faisaient pas précisément redouter le retour d'une ancienne épidémie, mais ils suffisaient pour indiquer nettement que la Sudophobie n'était pas complètement éteinte, qu'il en restait quelques germes, au Nord comme à l'Ouest.

Cela ne durera pas, sans doute; c'est le dernier jet de lumière de l'esprit sectionnel, avant de s'éteindre; c'est la dernière cartouche qu'il brûle avant de se rendre. Il y a dans cette série d'aménités qui nous sont adressées, depuis deux ou trois semaines, spécialement, quelque chose de faux, d'injuste, de gourmé—fruit de l'amour-propre blessé, d'une sorte d'impatience causée généralement dans le monde parle bruit qui se fait autour d'un étranger, d'un intrus, d'un parvenu, comme on dit, qui a la prétention de conquérir sa place au soleil. Il est toujours ennuyeux de voir un voisin que l'on avait l'habitude de traiter avec dédain, de regarder de haut en bas, grandir tout à coup, s'élever jusqu'à votre taille, faire mine d'entamer la lutte avec vous. Il y a des froissements qui ne pardonnent pas, des intérêts qui ne veulent pas être menacés, des situations qui ne souffrent pas d'égales.

Il nous faut bien subir les conséquences du mouvement qui s'est produit autour de nous, depuis six mois, des succès que nous avons remportés, de la position que nous avons conquise. On appelle cela communément payer sa bienvenue : elle coûte souvent cher. Que les gens y ont laissé les morceaux les plus précieux d'une réputation faite à force d'opiniâtreté, à force de travaux de géants, accomplis héroïquement dans l'ombre!

Nous n'avons, pour notre part, rien à perdre, et la mise en évidence de quelques défauts, réels peut-être, mais cachés jusqu'ici, ne sert qu'à faire ressortir les qualités que nous avions depuis longtemps pour le monde ignorait.

Il est bon que nous sachions que l'épidémie anti-Sudiste n'a pas complètement disparu; il est bon que, de temps en temps, une critique, si injuste qu'elle soit, une accusation, si grossière qu'elle nous paraisse, vienne nous rappeler au sentiment de la réalité, nous forcer à nous tenir sur nos gardes, toujours prêts à prévenir les attaques, à parer les coups.

Que n'a-t-on pas dit sur notre Exposition naissante! Que de gens ont pris plaisir à rire à son sujet, comme à gloser sur son compte! Que de malices à propos de son insuccès financier! On se garde bien de la comparer à ses devancières; de reconnaître que jusqu'ici il ne s'est fait aucune improvisation si hardie; que jamais on n'a autant hasardé avec aussi peu de ressources; que les autres ont coûté trois, quatre fois plus, sans rapporter davantage; qu'enfin on ne ressemblant pas à mettre les deux bouts ensemble, elle s'est bornée à imiter celles qui l'ont précédée, lesquelles sont en, parfois, des résultats bien plus désastreux.

On parle beaucoup des avances qu'a faites le gouvernement général et dans lesquelles il n'a pu rentrer. S'il y a un Etat au monde qui ne doit pas avoir à regretter l'argent qu'il a dépensé, en pareille occurrence, c'est bien l'Union américaine; c'est par centaines de millions, par milliards que lui rapporteront les trente ou quarante cents millions dollars qu'elle a jetés dans notre fournaise, qui a donné, en moins de six mois, plus de relations commerciales aux Etats du Nord et de l'Ouest, qu'elle n'eût réussi à le faire en dix ans, en vingt ans, par les procédés économiques ordinaires.

Le grand argument mis en avant par nos assaillants est bien simple. "Le gouvernement a commis une grave faute, disent-ils; l'idée était juste, l'exécution a été mauvaise. Le fort est de n'en être allé étaler toutes nos richesses dans un coin reculé du pays et chez les plages lointaines et à moitié désertes du golfe du Mexique, dans une ville qui ne mérite pas que l'on s'occupe autant d'elle et ne vaut guère plus que les trois quarts de nos bourgs (sic) du Nord et de l'Ouest." Ah! si l'on avait su placer l'Exposition à Louisville, disent ceux-ci, qui sont de Louisville; à Cincinnati, disent ceux-là, qui sont de Cincinnati; à Philadelphie, exclament d'autres, qui sont de Philadelphie.

Ils n'oublient qu'une chose—c'est que si l'Exposition a eu d'étonnants résultats commerciaux, moins encore pour la Nouvelle-Orléans que pour le reste de l'Union, c'est qu'elle était établie à la Nouvelle-Orléans, et uniquement parce qu'elle avait là son siège, à la portée de tous les pays que l'on voulait attirer à soi; ils oublient que les hommes d'affaires du Mexique et de l'Amérique Centrale à la conquête desquels on visait, ne seraient pas allés au rendez-vous qu'on leur eût donné à l'autre bout de l'Union; il leur aurait fallu traverser un pays qui leur était inconnu, dont la langue et les mœurs contrariaient les leurs. Le Gouvernement ne s'y est pas trompé, il a bien vite compris que l'on avait fait un choix merveilleux, et il s'est empressé d'accourir au secours de l'entreprise, quand il s'est aperçu qu'elle périclitait. Interrogez-le; il vous dira peut-être qu'il s'est commis des erreurs, des maladresses, fruit de l'inexpérience, mais demandez-lui si, en bonne conscience, il regrette ce qu'il a fait; s'il est franc, il vous répondra qu'il en est enchanté.

Nos détracteurs eux-mêmes le savent aussi bien que le gouvernement; ils n'ignorent pas l'effet produit sur le Centre et le Sud Amérique par l'étalage, au milieu de nous, des richesses et des ressources de l'Union, et les regrets qu'ils expriment hypocritement ne cachent qu'un but, qui leur est commun à tous—celui de s'emparer de notre héritage.

Scrutez le fond de leur pensée, vous n'y trouverez pas autre chose.

Il est si facile, il est si commode, la besogne faite, le travail achevé, les petites erreurs reconnues, de profiter de tout cela, sans bourse délier, et avec tous les avantages de l'expérience acquise aux dépens d'autrui!

Ce qui se dit et s'écrit en ce moment, dans certains clubs, dans certaine Presse du Nord et de l'Ouest, doit nous servir de leçon et nous éclairer sur notre conduite dans l'avenir.

D'abord, disons-nous des compliments (exagérés, souvent même lourds, grossiers, gênants pour des oreilles délicates,) que nos visiteurs viennent nous jeter à la face. Ils peuvent parfois être arrachés à la surprise, n'être que l'expression de la reconnaissance provoquée par une hospitalité aussi large que généreuse.

Mais ils ne sont pas de longue durée et c'est trop souvent de la bouche de ceux qui nous ont le plus honnêtement, de près, que sortent, au loin, les plus acerbes critiques. Nous en avons les preuves sous les yeux.

Puis, souvenons-nous que nous sommes l'objet éhontant de curiosités inquiètes de la part du Nord qui profite de nos moindres fautes pour nous rappeler notre misère passé, pour nous reprocher notre misère, notre ruine. Une semblable situation nous crée de grands devoirs, elle nous impose une éternelle vigilance sur nous-mêmes. A la veille d'une récréation de l'Exposition, l'automne prochain, elle nous commande de profiter de l'expérience, d'éviter le renouvellement de nos fautes; elle nous démontre la nécessité de faire bien savoir à tous, *urbi et orbi*, que les choses se passeront, cette fois, d'une façon irréprochable, et que nous saurons procurer à nos visiteurs tout le confort désirable, tous les moyens de communication qui faisaient défaut, l'an dernier.

☞ Voir l'annonce de la pension Gonthier—pension privée—à Covington, paroisse St. Tammany, Louisiane.

LES FUNERAILLES DE VICTOR HUGO.

Nos journaux de Paris du 1er, du 2 et du 3 juin nous sont parvenus dans l'après-midi d'hier.

Nous empruntons au *Journal des Débats* du 2 la description des funérailles de Victor Hugo, en exprimant le vif regret de ne pas pouvoir reproduire quelques-uns des magnifiques discours que nous y avons trouvés.

Durant toute la nuit qui a précédé les funérailles, le public n'a cessé d'entourer l'Arc de Triomphe. Beaucoup de personnes avaient même apporté des vivres et stationnaient avec la résolution bien arrêtée d'occuper la place jusqu'au défilé du cortège. Peu à peu les trottoirs du parcours se garnissaient non seulement de piétons, mais d'engins de toute sorte qui permettaient à leurs propriétaires de se hausser de quelques centimètres.

En ville, tous les grands magasins et beaucoup de petits étaient fermés.

Dès la première heure Paris était sillonné de voitures convergeant vers le même point, de groupes et délégations accompagnant leurs emblèmes et leurs couronnes.

A neuf heures la plupart des délégations sont déjà arrivées et se rendent sur les emplacements qui leur ont été désignés. Grâce aux compes-files délivrées par la préfecture de police et aux mesures prises par M. Alphand et ses collaborateurs, le service se fait parfaitement, sans le moindre contre-temps, sans la plus légère confusion.

La tribune des orateurs est placée sur la droite, en regardant le monument; à sa droite et à sa gauche les bancs réservés à la famille; derrière, l'emplacement destiné à la presse; sur le flanc, les autorités militaires; puis faisant suite en tournant à droite, les invités de la famille, les maires et les administrations de Paris, les corps académiques, les tribunaux, les officiers ministériels.

A gauche en regardant le monument, face aux orateurs, sont, en s'éloignant de l'Arc de Triomphe, le général Pittié qui représente le Président de la république, le grand chancelier de la Légion-d'Honneur, les ministres, le corps diplomatique, le président du sénat, le président et le bureau de la Chambre des Députés; puis en face, sur le flanc gauche, la députation de Besançon, les délégués de la Société des auteurs dramatiques et de la Société des gens de lettres, les députés et sénateurs; puis, en tournant à gauche, le Conseil d'Etat, la Légion d'Honneur, la Cour de cassation, la Cour des comptes le Conseil supérieur de l'instruction publique, l'Institut, la Cour d'appel, les fonctionnaires des ministères, les préfets, les conseillers de préfecture, conseillers généraux, d'arrondissement et municipaux.

Les autres délégations sont massées aux entrées des avenues d'Iéna, du Bois de Boulogne, de la Grande Armée, Carnot, Mac-Mahon. La tête du cortège est déjà en ligne sur l'avenue des Champs-Elysées. L'armée de Paris occupe l'avenue Kléber.

Les mesures ont été si bien prises, que toutes les délégations sont parfaitement à l'aise sur leurs emplacements.

Tout autour du catafalque, on observe un silence recueilli.

A chaque instant continue le défilé des couronnes qui sont portées à leur ordre de marche.

A dix heures et demie, les généraux commandants de corps prennent place. Ceux d'entre eux sont les amiraux. Les petits-enfants de Victor Hugo, George et Jeanne, s'assoient à côté de Mme Lockroy. MM. Vacquerie, Meurice, Lockroy, Catulle Mendès, Armand Gouzien, Vitu, Schœlcher, Jules Simon, Emile Augier, Alexandre Adam et Ménard-Dorian sont auprès d'eux. De l'autre côté de la tribune, M. Henri Rochefort et Mme Clémenceau, séparés par M. Buffenoir, sont assis au premier rang.

La garde républicaine, rangée en peu en silence, joue la *Marche funèbre* de Chopin.

MM. Mouller, Floquet, Anatole de la Forge, Madier de Montjau descendent des voitures de la Chambre.

Les fenêtres qui donnent sur le rond-point sont garnies de spectateurs. Les moindres "diabétiéres," les toits mêmes sont occupés.

A onze heures, M. Le Royer, président du Sénat, prend la parole.

M. Floquet, président de la Chambre des Députés, prononce ensuite un discours, qui est applaudi à diverses reprises.

M. Goblet monte à son tour à la tribune.

La péroraison du discours de M. Goblet est applaudie. Un murmure sympathique accueille à la tribune M. Emile Augier, dont chaque phrase est accueillie par des approbations discrètes et des applaudissements.

M. Michelin, président du Conseil municipal, parle au nom de la Ville de Paris. Le passage de son discours, consacré aux revendications autonomistes parisiennes, a diverses reprises, des protestations et des murmures de blâme.

Enfin, M. Lefèvre, vice-président du Conseil général de la Seine, prononce un discours dans lequel il rend hommage à Victor Hugo, sénateur de la Seine, dont l'élection fut acclamée par le peuple de Paris tout entier.

Les discours terminés, les tambours battent et les clairons sonnent aux champs. Les employés des pompes funèbres écartent les couronnes, le drap de velours constellé de larmes d'argent, et portent un corbillard la carcueil orné d'applications et de poignées d'argent. La voiture est un corbillard des pauvres, ainsi que l'a demandé le testament du poète.

A ce moment un nouvel appareil que plusieurs groupes de la Ligue Pensée ou groupes socialistes ne sont présentés avec des bannières et drapeaux rouges. Une quinzaine de ces emblèmes ont été saisis par les commissaires de police postés aux entrées. M. Bazin, commissaire de police, assisté de M. Gaveille, officier de paix, a notamment saisi le drapeau du "groupe anti-clérical" de Puteaux. Puis on s'est aperçu qu'il avait la hampe orné d'une cravate tricolore et on l'a laissé passer ainsi que celui des "proscrits de 1851", qui se trouvait dans le même cas.

Les autres ont été portés au poste. Les bannières seront remises aux groupes, mais les drapeaux seront gardés. Les révolutionnaires, qui avaient juré de défendre le drapeau rouge, "jusqu'à la mort," n'ont pas manqué à la moindre velléité de résistance.

Parmi les couleurs radicaux d'Asnières et de Puteaux ont fait une petite manifestation très sensible. La police ayant saisi leurs drapeaux rouges, ils portaient au bout d'un bâton des couronnes avec ces *cartouches* : "Drapeau rouge autorisé hier, défendu aujourd'hui."

Le cortège se met en marche. Il est ainsi réglé : un escadron de la garde républicaine; le général commandant, entouré de son état major; un régiment de cuirassiers, fanfare en tête; les tambours de trois régiments, voilés de crêpes; la musique du 11e d'infanterie.

Sur tout le parcours, les candélabres, voilés de crêpes, sont allumés.

Le cortège défile entre deux haies de soldats, marchant en même temps que lui, l'arme basse et flanqué entre les rangées de spectateurs, tous alignés par des gardiens de la paix et des gardes municipaux, placés de dix pas en dix pas. La foule, quoique innombrable, conserve un ordre parfait, sans poussées, bien qu'elle soit par endroits sur vingt rangs et plus. La pau en arrière des fenêtres, les balcons, les toits, les arbres sont couverts de grappes humaines. Sur la place de la Concorde, sur les quais, c'est un fourmillement de têtes et de costumes multicolores.

D'instant en instant, on entend les coups de canon des invalides.

Des troupes assez nombreuses sont massées sur la place de la Concorde où un large espace a été réservé. Deux musiques militaires jouent alternativement. Des dragons et des gardiens de la paix maintiennent libres les abords du pont au bout duquel les degrés du Palais Bourbon sont encore couverts de spectateurs, ainsi que les terrasses du ministère de la marine et les piédestaux des statues de la place. Devant l'Obélisque, un photographe prend des vues de la perspective.

Sur le fleuve, la curiosité générale prend des aspects originaux; les premiers rangs des spectateurs, sur les quais, ont les pieds dans l'eau, une flottille de bateaux de toutes sortes est amarrée aux rives et encombrée. Quatre personnes dont une dame sont assis sur le plateau d'une grue flottante, à dix mètres dans les airs, au-dessus de l'eau.

Tout ce public innombrable applaudit à chaque instant, au passage des couronnes. Devant le corbillard, onze chars en sont surchargés; l'un d'eux précédé de deux superbes cavaliers des gouns, traîné par six chevaux, décoré de larmes d'argent, servit, dit-on, lors des funérailles de Thiers. Sur ces chars sont disposées des couronnes envoyées de tous les points de l'univers. Ce ne sont que roses, rubans, violettes, immortelles de toutes les couleurs. Entre les chars et à la suite viennent les bataillons scolaires, sans armes, commandés par des officiers retraités. Ils marchent dans un ordre parfait, et le public les applaudit. Les délégations des lycées de Paris, portent leurs couronnes. Celle du lycée Louis-le-Grand, tenue par des rubans, est très remarquée.

Il faut renoncer à faire la nomenclature des couronnes qui soulèvent dans la foule des cris d'admiration. En avant du corbillard nous remarquons celles des journaux parisiens, celles de la *Société des auteurs dramatiques* et de la *Société des gens de lettres*, toutes deux superbes, celles des *éditeurs* du poète, du *Cercle de la librairie*, etc., etc.

Après les bataillons scolaires et en avant du corbillard, viennent successivement la musique de la garde républicaine, l'Association des journalistes républicains, la députation de la ville de Besançon, la presse française et étrangère, la Société des auteurs dramatiques et des délégués des théâtres nationaux et des autres théâtres (le théâtre de la Porte-Saint-Martin a envoyé une superbe lyre en roses, violettes et immortelles), la Société des gens de lettres.

Nous avons dit quelles personnes avaient été désignées pour tenir les cordons du poêle. Derrière le corbillard suivent immédiatement la famille et les amis, puis les corps constitués, dans l'ordre que nous avons donné par avance. La musique du génie joue à cet endroit des marches funèbres.

A la suite du corbillard, le public applaudit beaucoup les délégations de l'École polytechnique et de l'École de Saint-Cyr. Derrière ces élèves viennent les officiers de l'armée active et de la réserve, puis les couronnes des villes, portées le plus souvent par des pompiers en grande tenue; les Ouvriers d'Anvers, Pantin, Saint-Mandé, Bordeaux, Toulouse, Saint-Etienne (ces trois dernières tout à fait remarquables), Lille, etc. Derrière la délégation des Colonies, on applaudit le superbe char de fleurs et de couronnes des nations des palmiers, envoyé par l'Algérie.

Puis s'avance une délégation de *Rio-de-Janeiro* et la couronne d'immortelles jaunes sur velours rouge portée par les pompiers de 1851. Derrière, commence le cortège officiel—salué par le public des cris vive la France!—des *sociétés de gymnastique* et de la Ligue des patriotes.

Neuf groupes seulement sur vingt sont passés et il est deux heures de l'après-midi. Derrière l'Arc de Triomphe sont encore massées les bannières syndicales et corporatives, les Sociétés de gares, les Sociétés de la Libre-Pensée, les Loges maçonniques, les Sociétés et cercles politiques, les Sociétés de propagande, et de secours mutuels, les Sociétés artistiques, musicales, chorales, etc.

A trois heures et demie seulement, l'armée de Paris, qui ferme la marche, commence à défiler dans les Champs-Elysées.

Tout le cortège s'est engouffré sous les voûtes de verdure du boulevard Saint Germain où l'accueille le même enthousiasme.

Les abords du Panthéon, depuis la rue Soufflot, étaient gardés par la garde républicaine à pied et à cheval et par la gendarmerie mobile.

Comme sur tout le parcours du cortège, une foule compacte attend, venue bien avant l'heure, le défilé du convoi. Seule, la place du Panthéon est évacuée. Au dedans du Panthéon, les employés des pompes funèbres mettent la main aux dernières dispositions.

Sur le devant du monument se dresse le catafalque, surmonté d'un dais suspendu sous le chapiteau; de chaque côté sont appliqués contre le mur des cartouches avec les initiales V. H. entrelacées. Les deux torchères qui flanquent le monument sont allumées.

A deux heures moins un quart, le cortège débouche par la rue Soufflot dans l'ordre réglé d'avance. Les chars et les délégations qui précèdent le corbillard vont se placer des deux côtés de la place; le char funèbre s'arrête à l'entrée du monument et le corps est déposé devant le catafalque, à l'extérieur. Tandis qu'un piquet de la garde républicaine fait une escorte depuis le corbillard jusqu'au catafalque. Presque aussitôt les discours commencent : la tribune est sur la gauche en regardant la façade.

M. Madier de Montjau prend la parole au nom des proscrits du 2 décembre.

M. Louis Ulbach a pris ensuite la parole au nom de l'Association littéraire et artistique internationale.

M. Desjardins, président du comité de l'Association générale des étudiants de Paris, délégué de la jeunesse, prononce un discours.

M. Le Mat, un des officiers supérieurs qui prirent part, avec le général de Beaurepaire, à la défense de Charleston de la guerre de sécession, aux Etats-Unis, prend ensuite la parole.

Les discours sont terminés à quatre heures et demie, et le corps est immédiatement descendu dans le caveau qui lui est destiné.

Les délégations défilent toujours : arrivées sur la place, elles prennent les unes à droite, les autres à gauche, pénètrent à l'intérieur des grilles et y déposent leurs couronnes à droite et à gauche du monument ainsi que sur les marches de la façade.

Chaque délégation est chaleureusement applaudie.

L'armée de Paris, qui ferme le cortège, n'apparaît qu'à six heures un quart à l'entrée de la rue Soufflot : les troupes défilent devant le catafalque et regagnent leurs quartiers respectifs par les rues d'Ulm, la rue Berthollet et le Boulevard de Port-Royal.

A sept heures moins un quart, l'escadron de cavalerie qui termine le défilé disparaît, et la foule qui n'est plus maintenue s'ébranle à son tour. Toute la soirée, un public nombreux stationne rue Soufflot et aux abords du Panthéon.

En somme, cette imposante cérémonie, malgré l'affluence exceptionnelle, s'est écoulée sans incident. Nous citons pour mémoire quelques *bousculades*: la première au pont des Champs-Elysées où s'est produit une sorte de panique irraisonnée qui a causé plusieurs chutes; les autres, dans les endroits ressérrés, boulevard Saint-Germain et boulevard Saint-Michel. Un jeune homme s'est blessé assez gravement en dégringolant des grilles de Cluny auxquelles il s'était accroché.

Un autre spectateur, fortement pris de boisson avait eu l'idée singulière (en revenant chez lui avec une échelle qu'il avait louée aux curieux) de sauter de pourtelle en pourtelle sur la passerelle de l'institut, actuellement en réparation. A un moment donné le pied lui a manqué, il est tombé sur le quai où il s'est fracturé le crâne et on l'a conduit à l'Hôtel-Dieu.

Besançon, le 1er juin.

A une heure, une foule considérable s'est présentée au abords de la maison de Victor Hugo.

Les pompiers, les Sociétés de gymnastique et nautique, les étudiants, les pupilles, la Société de tir, les élèves des lycées, de l'école normale, les enfants de troupe, le bataillon scolaire, sont venus en corps déposer des couronnes et des fleurs.

Devant la maison, ornée de drapeaux surmontés d'un crêpe, avait été dressé, au-dessus d'un massif de plantes vertes, le buste de Victor Hugo avec une couronne d'or.

Les réverbères étaient allumés et voilés de crêpe.

Des discours ont été prononcés par M. Sandoz, adjoint, et MM. Lamy, président, et Georges Félix, étudiant au nom de la Société de gymnastique la Comtoise.

La musique de la Société nautique a exécuté la *Marche du Prophète*, une marche funèbre et la *Marseillaise*.

La foule était très recueillie. Cette cérémonie a produit une vive impression. Les journaux et les cercles avaient leurs drapeaux en berne.

☞ Voir l'annonce de la pension Gonthier—pension privée—à Covington, paroisse St. Tammany, Louisiane.

Protestation de l'Archevêque de Paris.

Les journaux ont publié, le 2 juin, la lettre que le cardinal-archevêque de Paris a adressée au ministre des cultes, pour protester contre la désaffectation du Panthéon. La publication en avait été retardée jusqu'après les obsèques de Victor Hugo. En voici le texte :

A monsieur le ministre de l'instruction publique et des cultes.

Paris, 29 mai.

Monsieur le ministre,

J'ai reçu la lettre, datée du 27 mai, par laquelle vous m'adressez une ampliation du décret du 26 mai qui enlève au culte catholique l'église de Sainte-Geneviève.

Il y a quatre ans déjà, une proposition de loi ayant le même objet et émanant de l'initiative parlementaire avait été déposée à la Chambre des députés, qui la vota plus tard. Avant ce vote, j'avais écrit à l'un de vos prédécesseurs, en date du 28 février 1881, une lettre qui n'a pas été publiée jusqu'ici. La loi n'avait pas été adoptée par le Sénat, et j'estime que les conflits de l'autorité ecclésiastique avec les pouvoirs publics doivent toujours être évités, lorsque la conscience le permet.

Aujourd'hui, je ne puis plus m'adresser au gouvernement pour détourner la mesure, car c'est le gouvernement qui en prend l'initiative. En 1881, une loi lui paraissait nécessaire, elle ne fut pas votée. A présent, on n'en passe, et l'on y supplée par un décret. Je même, quand un de vos prédécesseur proposait son fameux article 7, il pensait que la loi seule pouvait enlever aux religieux l'usage de leurs droits de citoyens; l'article 7 rejeté, des décrets ont paru suffisants pour édicter des proscriptions jugées la veille encore illégales. Ce procédé devient donc un système devant lequel aucun droit acquis n'est plus en sûreté. Je ne crois pas que ce soit pour les gouvernements qui l'emploient un moyen de conquérir le respect et la confiance.

Vous désaffectez donc, monsieur le ministre, l'église patronale de Sainte-Geneviève. Toutes les objections de droit, toutes les rectifications de fait, toutes les considérations nouvelles qu'on peut opposer à ce décret et à l'exposé des motifs qui l'accompagne se trouvent consignées dans ma lettre de 1881. Je vous envoie cette lettre et je la livre à la publicité, afin que mes diocésains sachent que j'ai fait mon devoir.

Devant l'acte de violence que vous m'annoncez, je n'ai plus qu'une dernière obligation à remplir : protester de toutes les forces de mon âme attristée, de ma conscience révoltée, contre un coup de force accompli, comme en 1830, sous la pression de l'émeute, et qui, aujourd'hui, plutôt d'être appelé un acte de faiblesse, serait l'humble aveu que M. Guizot en fait dans ses mémoires.

Je proteste au nom de la vérité des faits, car vous parlez de rendre le *Panthéon à sa destination primitive*, quand les illettrés, ignorants de l'histoire d'hier, sont seuls à ne pas savoir que ce temple fut définitivement par son royal fondateur à remplacer l'antique sanctuaire dédié depuis douze siècles à la patronne de Paris.

Je proteste au nom du droit public, car vous parlez de rendre ce monument à sa *destination légale*, alors qu'un autre acte, vraiment légal, le décret de 1806, l'a restitué au culte et n'a pas cessé d'y être légalement par l'ordonnance de 1830, illégale comme la récent décret et datant de vingt deux ans après.

Je proteste au nom du Concordat : car vous portez atteinte au culte catholique, dont cette convention garantit la liberté et la publicité; au nom surtout de l'article 12, qui est ainsi conçu : "Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres *non désignées*, nécessaires au culte, seront remises à la disposition des évêques. Vous dites, monsieur le ministre, que l'Etat peut disposer de l'église Sainte-Geneviève, parce qu'elle n'est ni une cathédrale, ni une paroissiale. Pour être d'accord avec le Concordat, il faudrait prouver, en outre, qu'elle n'est pas nécessaire au culte. Eh bien! je demandez à l'Eglise catholique si dans tous les temps et dans tous les pays elle ne juge pas nécessaire de consacrer aux grands souvenirs, à ceux surtout qui touchent aux origines des sanctuaires particuliers, objets de vénération et foyers de prières. Demandez au peuple de Paris s'il juge inutile à sa piété la conservation du sanctuaire de sa patronne.

Je proteste au nom de la conscience chrétienne, qui se sent outragée, quand la sépulture d'un poète illustre, mais qui a refusé la prière de l'Eglise, sert de motif à la profanation d'un temple : quand, pour un cimetière, un mort étranger à nos croyances, ou classé dans la catégorie des sacerdé-généraissent en une sorte de dignité publiques. Il a connu, il a compris la majesté de nos temples, la sainteté de notre culte. Ah! je plains son âme, qui devra souffrir, quand, sur le parvis d'un sanctuaire violé, elle viendra rencontrer les restes vénérables de celle que Paris invoquait autrefois dans sa détresse et dont on ne sait même plus respecter le tombeau.

En faisant cette protestation, ceux qui approuvent la conduite du gouvernement trouveront, sans doute, que ce sont des paroles vaines. Je reconnais que nous ne disposons d'aucun moyen pour empêcher l'exécution de vos décrets. Mais, à défaut de croyances plus hautes, il faudrait apprendre aux administrateurs du fait accompli que la justice a des reprises qui, pour être tardives, ne sont pas moins redoutables. Dès à présent, il n'est pas difficile de prévoir les conséquences de cette politique qui livre une à une les institutions les plus respectables pour donner satisfaction aux exigences toujours croissantes de l'esprit de désordre. Tout sera emporté, la fortune publique et privée, l'ordre de la rue, la sécurité des personnes. On aura satisfait gratuitement ce qu'il fallait défendre; on ne sauvera pas ce qu'on voulait conserver. On applaudit, d'où l'on exclut Dieu et les saints pour y entrer les grands hommes, verra d'autres obsèques encore et de telle nature peut-être que des familles des futurs grands hommes voudront déclarer l'honneur d'une pareille sépulture. Ce régime politique, qui promettait la liberté pour tous, verra de tels excès que son nom sera devenu synonyme de tyrannie et de licence.

Si c'est là ce que veulent ses amis, ils n'ont qu'à persévérer dans la voie où ils marchent depuis six ans et dans laquelle la profanation de l'église Sainte Geneviève leur fait faire aujourd'hui un pas décisif.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

J. Hipp., cardinal Guibert,
Archevêque de Paris

M. le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes a répondu ;

Monsieur l'archevêque,

Vous m'avez adressé une protestation qui, dans la forme comme dans le fond, dépasse absolument votre droit. Je puis comprendre dans une certaine mesure l'émotion que vous cause la décision prise à l'égard du Panthéon, bien que la légalité n'en soit pas contestable et que l'édifice qu'elle concerne n'ait jamais été en réalité considéré comme une église consacrée aux besoins du culte.

Mais le sentiment que vous avez pu éprouver ne saurait excuser des écarts de langage aussi contraires au caractère de votre haute fonction qu'à vos devoirs envers le gouvernement et ne vous autorisait à aucun degré à discuter ses actes et sa politique générale.

Une semblable attitude n'est assurément pas de nature à pacifier les rapports entre l'Etat et l'Eglise; je le regrette, pour ma part. Il vous appartient d'apprécier si vous servez utilement ainsi les intérêts que vous voulez défendre.

Recevez, monsieur l'archevêque, l'assurance de ma considération.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

René Goblet.

LOUISIANE.

Le *Farmer*, Covington, paroisse St-Tammany, du 13 juin :

Nous avons eu, lundi et mardi, une très bienfaisante pluie.

—Les véhicules pourront passer, ce soir, sur le grand pont, qui est presque achevé.

—A en juger par les apparences, notre récolte de raisins sera extraordinairement abondante.

—On a réparé, dans le courant de la semaine, plusieurs des ponts de la ville.

—M. Jos. Ziegler, propriétaire aimé du vaste beerhouse—pension du No 8 de la rue Royale, est, avec sa famille, à la pension Gonthier.

—On nous annonce, de Mandeville, qu'un nouveau bateau d'opposition fera, bientôt, le service du Lac.

—M. J. C. Morrison, agent d'immigration de la Louisiane, nous a dit, récemment, à Covington, que les cinquante familles qu'il compte amener, d'Allemagne, l'automne prochain, et qui cultiveront la vigne dans la paroisse St-Tammany, ont amplement les moyens d'acheter des terres et sont des agriculteurs habiles et industrieux. Ils "n'introduiront pas" la culture de la vigne chez nous, car les florissantes vignobles de MM. John T. Munsch et Louis Mathieu prouvent bien que notre sol est propice au raisin, qu'il n'y en a pas de plus propice. Ces familles allemandes se féliciteront d'être venues s'établir dans le vieux St-Tammany.

Le *Réveil*, St.-Martinville, paroisse St-Martin, du 13 juin :

La pluie, qui nous faisait défaut depuis une quinzaine de jours, est enfin venue mardi dernier, à la grande joie des habitants de différentes parties de la paroisse, humecter les champs. Il aurait fallu qu'elle tombât à torrents pour donner la vigueur nécessaire aux plantes, mais le peu d'eau a fait du bien. Le ciel se couvre de nuées qui ne tarderont pas à crever dans un temps rapproché.

Le *Méridional*, Abbeville, paroisse Vermilion, du 13 juin :

Nous avons, depuis lundi, des ondées dont ont profité les récoltes, qui souffraient de la sécheresse.

—L'*Enterprise* adopte notre suggestion d'une route plus directe à la Nlle-Ibérie, par Bull Island.

Le *South*, Plaquemine, paroisse Iberville, du 13 juin :

Lundi dernier, M. S. Kahn nous a fait présent de deux grappes de coton bien développés. Ils provenaient de l'habitation de M. J. H. Mallerne, sur le Bayou Maringouin. C'est une des sections les plus fertiles de notre paroisse. Les fermiers commencent à s'affiner. Nous en avons eu l'occasion d'inspecter bon nombre de champs de coton dans cette région et dans la partie de la paroisse East Baton Rouge contigue à la nôtre; partout, les récoltes avaient bon aspect, mais elles étaient légèrement en retard. Tout nous fait croire que nous aurons une énorme récolte de coton, cette année, à moins d'accidents imprévus.

Samedi, nous avons vu un grabot plus gros encore que celui dont nous venons de parler; il mesurait 3 pouces de circonférence. Ce n'est pas la première fois que l'on nous montre des spécimens de ce que l'on peut faire, parmi nous, en fait d'horticulture. Nous devrions avoir des fruits en abondance, et des plus belles espèces. Nous n'en avons qu'à le vouloir; le sol s'y prête admirablement.

—M. A. C. Poulet, de la station Rayne, paroisse St-Landry, est venu nous voir dernièrement. Il nous a appris que les récoltes y sont dans l'état le plus satisfaisant. Rayne grandit à vue d'œil, dit-il; tous les jours il s'y fait de nouveaux achats de terrain. On compte à Rayne, sur d'excellentes élections municipales, dans les premiers jours de juillet.

—M. A. M. Lindley, de Dry Creek, nous a fait parvenir les renseignements les plus encourageants sur l'état des récoltes de sa section. Les avoines sont excellentes, le coton très beau, et le maïs plus que passable. Son voisin a récolté 1800 boisseaux d'avoine. C'est ainsi qu'il faut comprendre la ferme. Faites des avoines, vous en tirerez un meilleur bénéfice que des autres produits à cause du peu de travail qu'elles exigent; puis vous les récoltez juste au moment où votre provision de maïs est épuisé, et quand il fait trop chaud pour nourrir vos animaux que de maïs.

Enfin, vous avez aussi d'excellents pâturages pour vos chevaux, vos genisses, vos vaches, vos porcs.

Vous êtes complètement payés de vos peines et vous pouvez faire quelques économies, au lieu de vivre constamment, au jour le jour, sans être jamais sûrs du lendemain.

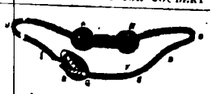
Nous publierons, demain, jeudi, la fin de nos nouvelles de la Louisiane.

☞ Voir l'annonce de la pension Gonthier—pension privée—à Covington, paroisse St. Tammany Louisiane.

B. TREMOULET,
Ci-devant Docteur, No 7, vis à vis la Poste
Vigne de Bordeaux des meilleures crûs, reçu de maisons de premier ordre.
Sherries de Duff, Gordon & Cie, de Padro Domecq, etc.
Portos de Sandeman & Cie, Offley, Cromp & Forrester.
Champagnes de toutes marques en rouge.
Vieux Whiskies, Cognacs, Rhums, Genièvre, etc.
Vins de Californie de toutes sortes.
Vin de St-Vincent véritable, etc. etc. etc.
AUX PLUS BAS PRIX.

Dr EDOUARD DUPAQUIER,
HOMŒOPATHE,
370 1/2 rue des Remparts, entre l'ursulines et Hôpital.
Consultations de 8 à 10 h. du matin et de 4 à 6 h. après midi. Le Dimanche de midi à 3 heures. 17 juin 1-PP

PENSION STOCKTON,
à la Baie St. Louis.
Le soussigné a l'honneur d'informer les habitués de cet établissement, ainsi que le public en général qu'il a pris la continuation de la pension Rose, sera soigné pour l'agrément et le comfort des personnes qui l'honoreront de leurs visites. Il leur offre d'excellents bains de mer et une bonne table.
17 juin—5t VICTOR JOUBERT



Bandages, Herniaires, Brocelles, Suspensoirs pour l'abdomen, Béquilles, Jambes et Bras Artificiels, Etc.
Faits sur commande et ajustés par
A. McDERMOTT,
133 rue du Camp, Nouvelle-Orléans.
N. B. Ce bagage instrument est garanti de donner satisfaction sous toutes les rapports.
25 avril 8—1an

DÉPARTEMENT EXECUTIF.
Etat de la Louisiane.
CONFORMÉMENT aux recommandations du Bureau de Santé de l'Etat de la Louisiane, contenues dans une résolution votée par le dit Bureau à une assemblée spéciale qui a eu lieu le 11 juin 1885 et en vertu de l'autorité dont M. MCENER